

# Contre le libéralisme autoritaire, refonder le service public d'éducation

Philippe Meirieu  
Professeur en sciences de l'éducation  
à l'université LUMIERE-Lyon 2

On connaît les principales mesures venues, depuis plus d'un an, mettre à mal l'institution scolaire française : nouveaux programmes de l'école primaire qui, au prétexte de renforcer les « apprentissages fondamentaux », font de l'élève une « machine à exercices » et privent les enfants défavorisés de l'accès à la signification des tâches et de la culture scolaires... disparition programmée des RASED qui pouvaient apporter aux élèves en grande difficulté des aides adaptées... suppression des cours le samedi matin au détriment des équilibres de vie des enfants... mise en place d'évaluations systématiques, sans justification pédagogique, simplement pour fournir des indicateurs à des parents réduits au statut de « clients »... disparition progressive de la carte scolaire avec la promesse aux familles qu'elles pourront choisir l'école de leurs enfants alors qu'en réalité, ce sont les écoles qui choisiront leurs élèves, creusant ainsi les inégalités... suppression des aides aux initiatives artistiques et culturelles alors qu'il faudrait, au contraire, les renforcer pour compenser le crétinisme de la télévision et lutter contre la sidération par les jeux vidéos... disparition de toute véritable formation professionnelle en alternance pour des enseignants condamnés désormais à osciller entre la répression et la dépression... abandon de toute ambition pour les collèges laissés en jachère alors que beaucoup d'entre eux sont au bord de l'explosion... traitement méprisant des mouvements d'Éducation populaire et pédagogiques dont certains sont gravement menacés dans leur rôle d'appui à l'institution scolaire...

Ces mesures nous sont présentées comme des « réformes », mais je me refuse, pour ma part, à les nommer ainsi. D'une part, parce que cela sous-entendrait qu'il s'agit de « transformations nécessaires » et que ceux qui s'y opposent sont des conservateurs. D'autre part, parce que l'idéologie dominante et la rhétorique gouvernementale présentent toujours ces « réformes » comme inévitables : « *Il n'y a pas d'autre solution si nous voulons... que nos enfants sachent lire... qu'on ne gaspille pas nos impôts... que nous tenions notre place dans le monde... etc.* ». Or, en réalité, il y a toujours d'autres solutions. Et le rôle des politiques, c'est justement de présenter des scénarios en indiquant les chances et les risques qu'ils comportent, de les référer aux finalités envisagées et aux moyens mobilisables. *A minima*, il incombe aux décideurs d'associer tous les partenaires à l'exploration de ces scénarios et de mettre à contribution les chercheurs pour éclairer les choix... Or, que voyons-nous ? Des décisions unilatérales, précipitées, sans véritable anticipation de leurs conséquences, sans aucune mobilisation de l'intelligence citoyenne. Des décisions présentées comme « les seules possibles » : « *Il était inévitable de supprimer les cours le samedi matin car cela correspond à une évolution*

*sociologique irréversible et à une demande massive des familles.* » Mais pourquoi l'École devrait-elle se caler systématiquement sur les évolutions sociologiques ? Et qui sait si les parents n'auraient pas, finalement, opté, s'il leur avait été présenté, pour un « plan B », comme, par exemple, le fait de faire du samedi matin une plage scolaire plus particulièrement consacrée au dialogue avec les familles, avec la possibilité d'assister aux cours par petits groupes, de débattre des exigences de l'école et des conditions de la réussite scolaire ?... Mais cela n'a jamais été proposé, ni même envisagé ; et, évidemment, aucun sondage n'a été commandé pour voir ce que les Français en penseraient.

Ainsi, ce n'est pas un hasard si le gouvernement, aujourd'hui, refuse les véritables concertations, s'enferme dans des négociations bilatérales sur ses propres projets sans jamais présenter plusieurs hypothèses et travailler à les affiner. En « réformant » à la hussarde, il focalise l'attention sur ses seules propositions et paralyse toute velléité de créativité collective. Il suscite les réactions de ceux et celles qui se sentent agressés et peut alors jeter en pâture à l'opinion leur « corporatisme ». Au total, il contraint ses adversaires à faire son jeu en protestant contre ses actes. Il peut même ainsi... les rendre fous !

D'autant plus que les mesures auxquelles nous assistons aujourd'hui n'apparaissent pas spontanément comme participant d'un projet global... En effet, d'un côté, on active toutes les rivalités possibles entre les personnes et les institutions, tandis que, de l'autre, on renforce les prérogatives d'un pouvoir central déjà très puissant. Et émerge ainsi sous nos yeux une sorte de configuration étrange : **le libéralisme autoritaire**. Mais une configuration particulièrement cohérente en réalité, avec deux faces totalement indissociables...

**Libéralisme** : parce que ce qu'on nomme « modernisation » n'est jamais que la mise en concurrence systématique de tous les acteurs au nom de la « bonne vieille morale » de la « Fable des abeilles » du 18<sup>ème</sup> siècle : « *Les vices privés font les vertus publiques.* » Ainsi, l'État ne garantit plus la qualité du service public, mais délègue cette charge à la rivalité instituée entre les personnes et les institutions. Un exemple particulièrement parlant de cette méthode est représenté par la manière dont le gouvernement vient de « dissoudre » les IUFM : ce n'est plus lui qui garantira la qualité de la formation pédagogique des enseignants – ni l'équité territoriale dans ce domaine –, c'est la pluralité des offres d'universités « autonomes » désormais condamnées à la concurrence.

**Autoritaire** : parce que, pour créer les conditions de la concurrence généralisée, le pouvoir politique doit imposer un recul systématique de l'État dans tous les domaines et par tous les moyens. Son désengagement l'amène ainsi à organiser la dévolution systématique de ses prérogatives aux collectivités territoriales ou aux associations, sans leur donner les moyens de les assumer... et tout en maintenant la pression maximale sur elles au nom de ces mêmes prérogatives !

**Libéralisme** : parce qu'on joue systématiquement sur les conflits d'intérêts et qu'on oppose les gens les uns aux autres en créant de la suspicion permanente : pour les parents, les enseignants sont des corporatistes archaïques ; pour les enseignants, les parents sont des consommateurs intrusifs... pour tous, les chômeurs sont des profiteurs, les malades des dépensiers, les enfants des délinquants potentiels, les adultes des mal-traitants en puissance, etc.

**Autoritaire** : parce que, pour éviter l'explosion d'une machine qu'on laisse s'emballer et dont on libère massivement les forces centrifuges, on doit construire un

« contenant » suffisamment puissant, avec des dispositifs de surveillance, de contrôle et de répression censés éviter les débordements qui mettraient en péril la survie même du système.

**Libéralisme** : parce qu'on affirme aux Français qu'ils vont, enfin, pouvoir choisir dans tous les domaines ce qui correspond à leurs désirs. Et que la machinerie économique et publicitaire tout entière les place dans une situation de surchauffe pulsionnelle permanente.

**Autoritaire** : parce que, pour éclairer les choix des consommateurs, il faut imposer des mesures et des quantifications permanentes de tout et de tous, construire, toujours et partout, des palmarès... Il ne s'agit pas, en effet, aujourd'hui, pour les fonctionnaires, de « rendre des comptes » – comme cela est, bien évidemment, exigible dans toute démocratie –, mais bien de régler toute leur activité sur des critères exclusivement comptables... avec le danger de réduire cette dernière à ce qui est strictement quantifiable à très court terme, au détriment des missions qui exigent un travail en profondeur sur le long terme, comme l'éducation, la culture, la recherche ou la santé psychique. Partout, il s'agit de « faire du chiffre » pour « se positionner », « rester dans la course », « être visible en affichant des résultats ». Or, « faire du chiffre » n'est pas – c'est le moins que l'on puisse dire ! – un gage de la qualité du travail d'un fonctionnaire : chacun sait que, dans un lycée, on peut obtenir d'excellents résultats au baccalauréat, simplement en sélectionnant plus sévèrement les élèves à l'entrée. Comme l'écrivaient les enfants de Barbiana, dans la *Lettre à une maîtresse d'école* publiée en 1967, exiger d'un service public de « faire du chiffre », c'est « condamner les hôpitaux à soigner les bien-portants et à exclure les malades. »... Pour autant, nous ne pouvons pas nous réfugier dans l'irresponsabilité sociale en invoquant l'ineffable, mais nous devons exiger d'être associés, en tant que citoyens et dans des collectifs institués, à la définition des critères qui permettent de juger de la « réussite de nos missions ». C'est ainsi que nous parviendrons peut-être à instaurer un minimum de fonctionnement démocratique dans le libéralisme autoritaire et technocratique qui nous envahit.

Reste néanmoins à comprendre les raisons de ce qui nous arrive. *Comment se fait-il que ce modèle politique du libéralisme autoritaire ait réussi à s'implanter ?* La question est essentielle car, si nous parvenons aujourd'hui à faire reculer le gouvernement sur telle ou telle mesure, nous ne pourrions lutter à long terme pour de véritables alternatives que si nous sommes capables d'identifier ce qui a permis d'en arriver là et comment on peut, à l'avenir, y échapper. Je fais l'hypothèse que, si le libéralisme autoritaire se développe aujourd'hui, c'est parce qu'à la fois, il existe un problème de fond dans notre « démocratie » et qu'à sa manière l'actuel Président de la République et son gouvernement y apportent une réponse... certainement pas la bonne, mais une réponse.

Le problème de fond est bien identifié : depuis la chute de toutes les formes de théocratie, nous avançons dans le vide, sans référent ni verticalité capables de nous rassembler et de nous faire « tenir ensemble ». Chacun d'entre nous devient maître de son destin et ses choix personnels ne sont plus dictés par l'obéissance à des règles de conduite consensuelles. L'individu se fonde lui-même et s'autoréfère. La modernité est ainsi marquée par ce que l'on nomme « l'individualisme social »... Pour ma part, je ne nourris aucune nostalgie à l'égard des théocraties religieuses ou politiques qui nous ont longtemps tenu sous leur joug. Je ne regrette pas le moins du monde les « bonnes vieilles méthodes » en éducation – qui côtoyaient une « pédagogie noire » particulièrement pathogène – pas plus que

je n'aspire à la domination d'un chef charismatique dans un groupe fusionnel qui nous permettrait de restaurer un semblant d'unité... En revanche, je crois que le défi du fonctionnement démocratique de notre République n'a pas été véritablement relevé : nous ne sommes pas parvenus à créer des institutions, locales et nationales, dans les entreprises et les services publics, pour travailler collectivement à la définition et à la mise en œuvre du « bien commun ». Nous restons ainsi, très largement, une collection d'individus juxtaposés. Certes, nous sommes étroitement dépendants les uns des autres, mais cette dépendance n'est pas une solidarité positive au nom d'une promotion collective, elle est une manière d'utiliser les dispositifs sociaux en fonction des seuls bienfaits qu'ils peuvent nous apporter au titre de nos revendications individuelles... Ainsi, sommes-nous condamnés à une fuite en avant, de prothèse revendiquée en prothèse exigée, quand il nous faudrait construire des institutions qui s'assument comme collectifs capables d'aider chaque sujet à mobiliser, tout à la fois, ses ressources internes et celles du groupe, et cela en une interaction permanente, seule susceptible de construire ce qu'on nomme « le lien social ». Aucun véritable « lien social » n'est possible, en effet, si l'individu se vide de « ce qui fait sujet en lui » ; aucun « lien social » ne peut être construit avec des individus qui sont en permanence dans la position de « profiter sans s'impliquer ».

Ainsi, faute d'avoir été capable de penser des collectifs solidaires adossés à des valeurs communes, notre modernité démocratique reste infiniment fragile. Elle est particulièrement sensible aux sirènes du discours libéral autoritaire. À cet égard, la thèse de Margaret Thatcher – « *Il n'y a pas de société, il n'y a que des individus...* » – reste la matrice idéologique de la politique que nous subissons. Et si le Président de la République, quoique devenu impopulaire, reste « en phase » avec la majorité de la population, c'est que, justement, il s'adresse toujours aux individus. Il leur dit : « *Je ferai en sorte que vos enfants soient gardés les jours de grève... Si vous n'êtes pas contents de votre école, vous pourrez en changer... Si vous voulez gagner plus, vous pouvez le faire... Recherchez votre intérêt et ne vous inquiétez pas des autres... N'ayez pas peur des conflits, la police vous protège...* ». Et c'est bien parce que ce discours s'adresse à l'individu privé en chacun d'entre nous dans un monde de plus en plus individualiste qu'il fonctionne... Qu'on ne se méprenne pas cependant : les intérêts individuels, tous les intérêts individuels, peuvent être légitimes. Ce qui n'est pas légitime, c'est de réduire le « bien commun » à la somme ou à la mise en concurrence des intérêts individuels. Le pari de la démocratie dans la République, c'est de faire travailler des « institutions » afin qu'elles permettent de s'exhausser au-dessus du déchaînement des rivalités personnelles. C'est pourquoi nous avons besoin – si nous voulons nous écarter durablement des ornières que nous connaissons aujourd'hui – de renverser la vapeur, d'inventer un fonctionnement qui mobilise les citoyens dans des projets solidaires.

Deux pistes me paraissent devoir être explorées pour cela. La première, c'est celle que nous expérimentons avec « l'appel des appels », c'est ce qui est en train de s'expérimenter dans le pays : sortir de nos isollements, faire le lien entre les différents secteurs frappés par le libéralisme autoritaire, se parler, tenter de comprendre ce qui nous réunit, identifier ce qui nous rapproche et comment nous pouvons nous compléter. Il y a là quelque chose d'essentiel à mes yeux et que je vois s'ébaucher aujourd'hui. Ainsi, par exemple, dans les écoles primaires, on observe une formidable évolution : les parents et les enseignants se mettent à travailler ensemble, les élus locaux et le tissu associatif s'y associent, des

dynamiques sont à l'œuvre... qu'il faudra prolonger bien au-delà des combats d'aujourd'hui.

Enfin, une deuxième piste me semble devoir être plus que jamais travaillée : la « refondation » des services publics. Il nous faut sortir de cette oscillation mortifère entre le « tout État » et le « tout marché », deux postures qui s'opposent et se nourrissent réciproquement. Le « tout État » n'est pas la garantie de la qualité des services publics : le bloc soviétique en a été un triste exemple. Le « tout marché » n'est pas, non plus, la garantie de la qualité des services publics, ni du développement harmonieux de nos sociétés : la crise financière et économique actuelle en est la preuve indiscutable. Pour autant, il ne suffit pas d'introduire plus d'État quand le marché impose sa dérégulation, ni d'introduire plus de marché quand le contrôle de l'État devient une technocratie tatillonne qui s'enferme dans des procédures kafkaïennes. On ne construira pas un service public réellement conforme au fonctionnement démocratique de notre République en s'épuisant dans de savants dosages entre l'État et le marché... Il faut vraiment « changer de logiciel » : il faut instituer des « services publics citoyens » où ceux et celles que l'on ne doit plus appeler les « usagers » soient associés à l'amélioration du fonctionnement et à la recherche de la qualité. Il nous faut, en particulier, une institution scolaire qui accepte de travailler avec les élèves et les parents pour que, dans le respect des responsabilités réciproques, on puisse débattre de tous les dysfonctionnements qui émergent et inventer ensemble des solutions. Il faut, dans le cadre d'un cahier des charges national clair qui fixe les engagements de la Nation envers sa jeunesse, que chaque école et chaque établissement puissent se mobiliser collectivement autour d'un projet. Il faut que les professionnels de l'éducation – comme ceux du soin, du travail social ou de la culture – ne soient plus condamnés à souffrir seuls face à des échecs inévitables, mais soient accompagnés et aidés pour fabriquer du collectif avec leurs partenaires... On pourra ainsi construire une École où plus jamais on ne laissera un seul élève, une seule famille dans l'obligation de se tourner vers le privé pour être accueillis et entendus. Car un service public qui laisse partir vers le privé des citoyens qui estiment qu'ils n'y ont pas leur place n'est pas digne de porter ce nom... Le chantier est immense. Il doit nous mobiliser contre les dérives de la droite et nous amener à interpeller vigoureusement la gauche. Mais, c'est, bien au-delà d'une question technique, un enjeu essentiel. C'est même, implicitement, d'un modèle de société qu'il s'agit. Et, ainsi conçu, le service public, loin d'être un archaïsme, est vraiment « une idée neuve en Europe ».